COMPTE-RENDU DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL EN DATE DU 13 JUIN 2024

ORDRE DU JOUR :

- Approbation du compte rendu du 12 avril 2024
- Demande FEC 2024
- SERVICE ADS
 - Avenant n° 1 à la convention entre la CAGD et la commune relative à l'intervention du service commun du Grand Dax
 - Tarification des missions de police de l'urbanisme réalisées par le service commun ADS de la CAGD
 - Mise en place d'astreintes financières en cas d'infractions au code de l'urbanisme (questions orales)
- ONF :
 - Exploitation et commercialisation des bois en parcelle 1b de la forêt communale de Tercis-les-Bains
 - Changement de la situation de terrain au regard du Régime Forestier
- Création d'un poste d'adjoint technique territorial
- Création d'un emploi non permanent pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité
- Acceptation d'un devis : Nettoyage d'un bois pour la réalisation d'un parcours de santé
- Finances : décision modificative
- Création d'un carrefour à feux : convention de transfert de maître d'ouvrage entre le Grand Dax et la commune
- Désignation d'un membre titulaire et d'un suppléant pour la CAO de la CAGD

Questions orales

- Décisions du maire
- RIFSEEP
- Accueil de loisirs : règlement intérieur
- Maison des jeunes : fresque

Questions diverses

- Organisation des fêtes patronales et des élections législatives
- Locations des salles municipales : ménage
- Litige BIDAU-TRUQUEZ / CADAUGADE

L'an deux mil vingt-quatre, le treize juin à 20 h 00, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur CHAHINE Hikmat, Maire

Date de la convocation : 7 juin 2024

Présents : M. CHAHINE H. – Mme BOGNENKO SANIEZ A. – M. DALIS Chr. – Mme AUDREN P. – M. DARTIGUEMALLE P. – Mme DUPRAT G. – Mme GENÈZE V. – M. GROCQ D. – M. MIDON J. – Mme PEYROU N. – M. PLACHOT L. Présent en visioconférence – M. TACHOIRES B.

Procuration :

Mme CAZAUX LANUSSE Séverine a donné procuration à Mme PEYROU Naty

Absents excusés : Mme CAZAUX LANUSSE S. – M. SARTIRANO J.

Secrétaire de séance : M. Christian DALIS

Approbation du compte rendu du 12 avril 2024

Demande subvention au FEC pour l'acquisition de matériel (barrières et podium) **Délibération n° 2024-06-01**

Dans le cadre des subventions octroyées au titre du fonds d'équipement des communes, il nous est demandé de faire nos propositions sur les projets à soumettre.

Vu le vote du budget le 12 avril 2024,

Vu la délibération en date du 12 avril 2024 relative à l'acquisition de barrières et d'un podium,

Après avoir entendu les explications de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **SOLLICITE** l'aide au titre des crédits du FEC pour l'acquisition de ce matériel dont le montant total s'élève à **11 107.00 € HT, soit 13 328.40 € TTC.**

Avenant à la convention entre la commune de Tercis-les-Bains et le service commun d'instruction des autorisations d'urbanisme du Grand Dax
Délibération n° 2024-06-02

Monsieur le Maire expose,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L5211-4-2 permettant en dehors des compétences transférées à un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres de se doter de services communs,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment son article R423-15 autorisant une commune, compétente en matière d'urbanisme à charger un Établissement public de coopération intercommunale d'instruire les actes d'urbanisme relevant normalement de ses compétences,

Vu la loi ALUR du 24 mars 2014 et notamment son article 134 mettant fin au 1^{er} juillet 2015 à la mise à disposition gratuite des services de l'État pour l'instruction des autorisations d'urbanisme dans les communes appartenant à des communautés de plus de 10 000 habitants,

Vu la délibération du conseil communautaire du Grand Dax en date du 25 février 2015 créant le service commun d'instruction des autorisations d'urbanisme,

Vu la délibération du conseil communautaire du Grand Dax en date du 15 avril 2015 approuvant la convention pour la création du service commun d'instruction des autorisations d'urbanisme,

Vu la délibération du conseil communautaire du Grand Dax en date du 15 avril 2015 approuvant la convention entre les communes et le service commun d'instruction des autorisations d'urbanisme qui fonctionnera à compter du 1^{er} juillet 2015,

Vu la délibération du conseil communautaire de la communauté d'agglomération du Grand Dax en date du 14 avril 2021 approuvant les termes de la convention entre la CAGD et les communes pour l'intervention du service commun ADS dans l'instruction des autorisations d'urbanisme pour le compte des communes le souhaitant et autorisant le Président à signer ladite convention et ses éventuels avenants,

Vu la délibération du conseil communautaire en date du 22 mai 2024 approuvant les tarifs applicables aux missions de police de l'urbanisation confiées au service commun ADS par les communes,

Vu la délibération de la commune de Tercis-les-Bains en date du 5 mai 2015 approuvant la convention et autorisant son maire à la signer,

Vu la convention entre la communauté d'agglomération du Grand Dax et la commune de Tercis-les-Bains relative à l'intervention du service commun ADS dans l'instruction des autorisations d'urbanisme en date du 22 mai 2015,

Considérant que les modalités d'organisation prévues dans la convention initiale signée entre le Grand Dax et chaque commune membre doivent être modifiées pour étendre les missions du service commun ADS à l'accompagnement des communes dans la mise en œuvre de leur pouvoir de police de l'urbanisme (conformité et infraction),

Considérant que le projet de l'avenant n° 1 à la convention joint en annexe de la présente délibération,

La présente délibération a pour objet la validation de l'avenant n° 1 à la convention relative au service commun d'instruction des autorisations d'urbanisme.

Après avoir entendu Monsieur le Maire, le Conseil Municipal, à l'unanimité,

Article 1 : APPROUVE l'avenant n° 1 à la convention entre la commune de Tercis les Bains et le service commun d'instruction des autorisations d'urbanisme,

Article 2 : AUTORISE Monsieur le Maire à signer l'avenant n° 1,

Article 3 : Conformément aux articles R421-1 et suivants du Code de justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article final : Monsieur le Maire et le Directeur Général des Services seront chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Tarifification des missions de police de l'urbanisme réalisées par le service commun ADS de la Communauté d'Agglomération du Grand Dax.
Délibération n° 2024-06-03

Monsieur le Maire expose,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L2121-29 et L5216-5-VI,

Vu les statuts en vigueur de la Communauté d'agglomération du Grand Dax,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L5211-4-2 permettant en dehors des compétences transférées à un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres de se doter de services communs,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment son article R423-15 autorisant une commune, compétente en matière d'urbanisme à charger un Établissement public de coopération intercommunale d'instruire les actes d'urbanisme relevant normalement de ses compétences,

Vu la loi ALUR du 24 mars 2014 et notamment son article 134 mettant fin au 1^{er} juillet 2015 à la mise à disposition gratuite des services de l'État pour l'instruction des autorisations d'urbanisme dans les communes appartenant à des communautés de plus de 10 000 habitants,

Vu la délibération du conseil communautaire du Grand Dax en date du 25 février 2015 créant le service commun d'instruction des autorisations d'urbanisme,

Vu la délibération du conseil communautaire du Grand Dax en date du 14 avril 2021 approuvant la convention entre la communauté d'agglomération du Grand Dax et les communes, relative à l'intervention du service commun d'application du droit des sols (ADS),

Vu la délibération du conseil communautaire en date du 22 mai 2024 approuvant les tarifs applicables aux missions de police de l'urbanisation confiées au service commun ADS par les communes,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 5 mai 2015 approuvant la convention pour la création du service commun d'instruction des autorisations d'urbanisme,

Considérant que les modalités d'organisation prévues dans la convention initiale signée entre la commune et le Grand Dax doivent être modifiées par avenant pour étendre les missions du service commun ADS à l'accompagnement des communes dans la mise en œuvre de leur pouvoir de police de l'urbanisme (conformité et infraction),

Considérant qu'il a été proposé aux communes qui le souhaitent de recourir au service des instructeurs du Grand Dax pour les assister et pour intervenir, pour leur compte, dans le suivi de la conformité des travaux et la gestion des infractions d'urbanisme,

Considérant que le coût de ces nouvelles missions est répercuté sur les communes, en facturant directement aux communes bénéficiaires du service la charge financière de ces nouvelles prestations,

Considérant l'avenant n°1 à la convention joint en annexe de la présente délibération pour lequel le maire a déjà reçu délégation de signature par délibération du conseil municipal en date du 13 juin 2024,

Considérant que le Grand Dax facture aux communes le coût lié aux missions de police de l'urbanisme selon un forfait à l'acte calculé en fonction du type de dossier et du temps nécessaire aux traitements de ceux-ci,

Considérant que le taux horaire d'un instructeur est fixé à 37,33 € (1/2 ETP : salaire chargé + matériel + véhicule),

Considérant qu'un temps passé a été déterminé, selon le type de dossier, pour réaliser la procédure administrative, le récolement sur le terrain et le suivi du dossier (envoi attestation de contestation, courrier de mise en demeure, etc.) :

La présente délibération a pour objet d'approuver la mise en œuvre des nouvelles missions du service commun ADS pour le compte des communes membres intéressées en matière de police de

l'urbanisme et la validation des tarifs applicables à la mission police de l'urbanisme par les agents du service commun ADS.

Après avoir entendu le rapporteur, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

Article 1 : APROUVE à compter du 1^{er} juin 2024, la mise en œuvre des nouvelles missions du service ADS pour le compte de la commune intéressée en matière de police de l'urbanisme telles que présentées ci-dessus,

Article 2 : APPROUVE à compter du 1^{er} juin 2024, les tarifs applicables à la mission de police de l'urbanisme par les agents du service commun ADS tels que présentés ci-dessous et annexés à la présente délibération ainsi que les modalités susvisées de mise en œuvre de la facturation de ces nouvelles missions.

Les tarifs applicables à la mission police de l'urbanisme sont ainsi les suivants :

- Déclaration préalable	90 €
- Permis de construire individuel	110 €
- Permis de construire autre qu'individuel (collectif, tertiaire, etc.)	150 €
- Permis d'aménager	190 €
- Gestion infraction	230 €

Article 2 : La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ainsi que le cas échéant de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Pau (sur place ou par envoi postal à l'adresse suivante : Villa Noulibos - 50, Cours Lyautey - 64000 Pau Cedex, ou par voie dématérialisée à l'adresse <http://www.telerecours.fr/>).

Article final : Le Maire et le Directeur Général des Services sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Mise en place d'astreintes financières en cas d'infractions au code de l'urbanisme (questions orales)

En cas d'infractions au code de l'urbanisme, des astreintes financières seront fixées en fonction de la nature des travaux par délibération.

Exploitation et commercialisation des bois en parcelle 1b de la forêt communale de Tercis-les-Bains **Délibération n° 2024-06-04**

Après avoir délibéré, le conseil municipal de Tercis-les-Bains décide, à l'unanimité :

I. Vente de bois façonnés : les bois seront vendus dans le cadre des contrats d'approvisionnement passés entre l'ONF et diverses entreprises de transformation conformément aux articles L214-7, L214-8, D214-22 et D214-23 du code forestier.

II. Frais d'exploitation : L'exploitation des bois façonnés est réalisée par l'ONF et confiée à des prestataires de service. **Les frais d'exploitation seront payés directement par l'Office National des Forêts.**

III. Frais financiers : La commune accepte que, dans le cadre où les produits seraient vendus en contrat d'approvisionnement, le prix de vente sera en totalité encaissé par l'Agent Comptable Secondaire de l'ONF qui reversera à la commune la quote-part ainsi établie, mois 1 % correspondant aux frais de gestion reversés par l'ONF. Le virement à chaque propriétaire interviendra au plus tard à la fin du deuxième mois suivant l'encaissement effectif des sommes versées par l'acquéreur du lot regroupé.

Le conseil municipal autorise monsieur le Maire à signer tous les documents se rapportant à ces ventes et exploitations.

Changement de la situation de terrain au regard du Régime Forestier **Délibération n° 2024-06-05**

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, a pris la décision, de solliciter l'application du régime forestier pour la parcelle cadastrale suivante qui a vocation forestière sur le long terme, soit une surface totale de 0.3114 ha.

Commune	Section	Numéro	Lieu dit	Surface
Tercis les Bains	AH	187	Le Bourg	0.3114 ha

La commune demande à l'ONF l'instruction de ces dossiers auprès de la Préfecture des Landes.

Création d'un emploi d'adjoint technique territorial **Délibération n° 2024-06-06**

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal la nécessité de créer un emploi d'adjoint technique territorial à temps non complet (soit 25,09 heures hebdomadaires) afin d'assurer les fonctions de :

- Ménage cantine et école
- Restauration scolaire : distribution repas et surveillance.

Après avoir entendu le Maire dans ses explications complémentaires et après en avoir délibéré, Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

DÉCIDE la création, à compter du 1^{er} septembre 2024, d'un emploi permanent à temps non complet (25,09 heures hebdomadaires) d'adjoint technique territorial,

PRÉCISE que les crédits suffisants sont prévus au budget de l'exercice.

Création d'un emploi non permanent pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité (en application de l'article L.332-23 1° du code général de la fonction publique)

Délibération n° 2024-06-07

Monsieur le Maire expose à l'assemblée délibérante qu'il est nécessaire de prévoir la création d'un emploi non permanent à temps non complet d'adjoint technique, catégorie hiérarchique C en raison d'un accroissement temporaire d'activité dans le service technique (entretien des bâtiments communaux et service restauration scolaire : préparation, surveillance et ménage lors de l'accueil de loisirs) pour la période du 1^{er} septembre 2024 au 31 août 2025,

VU l'ordonnance n° 2021-1574 du 24 novembre 2021 portant partie législative du code général de la fonction publique,

VU le code général de la fonction publique, notamment l'article L.332-23 1°,

VU le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels la fonction publique territoriale,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, DECIDE, à l'unanimité :

- de créer un emploi non permanent à temps non complet à raison de 20,63 h/semaine, adjoint technique, emploi de catégorie hiérarchique C pour la période du 1^{er} septembre 2024 au 31 août 2025 pour faire face à l'accroissement temporaire d'activité dans le service technique,
- que l'agent recruté sera chargé d'assurer les fonctions de :
 - Ménage bâtiments communaux
 - Restauration scolaire : préparation, surveillance et ménage (période accueil de loisirs)
- que le niveau minimum requis pour postuler à cet emploi est le suivant : CAP / BEP,
- que la rémunération afférente à cet emploi sera basée sur l'échelonnement indiciaire du grade d'adjoint technique de catégorie hiérarchique C, échelle C1 soit au 1^{er} échelon,
- que le recrutement de l'agent se fera par contrat de travail de droit public conformément à **l'article L.332-23 1° du code général de la fonction publique**, pour une **durée maximale de 12 mois sur une période consécutive de 18 mois**,

- que les crédits nécessaires à la rémunération de l'agent nommé et aux charges sociales s'y rapportant seront inscrits au budget, aux chapitres et articles prévus à cet effet,
- que Monsieur le Maire est chargé de procéder aux formalités de recrutement.

Acceptation d'un devis : Nettoyage d'un bois pour la réalisation d'un parcours de santé

Délibération n° 2024-06-08

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal le projet d'un parcours de santé au bourg de Tercis les Bains.

Il informe que la commune de Tercis-les-Bains a reçu un devis de l'entreprise TPSL-EI de Rivière-Saas-et-Gourby pour le nettoyage du bois (broyage, dégagement des arbres dangereux et aménagement des chemins) pour un montant de 5 720.00 € HT, soit 6 864.00 € TTC.

Après avoir entendu les explications de monsieur le Maire, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **Approuve** la décision,
- **Autorise** Monsieur le Maire à signer le devis n° DE00000702 dont le montant s'élève à **5 720.00 € HT, soit 6 864.00 € TTC.**

Décision modificative : Virement parcours de santé

Délibération n° 2024-06-09

Dépenses	
Article (Chapitre)	Montant
231 - 126 : Immobilisations (Grange de la Capranie)	-1 900.00
231 - 142 : Immobilisations (Parcours de santé)	1 900.00
Total dépenses	0.00

Aménagement d'un carrefour à feux sur la RD6 : convention de transfert de maîtrise d'ouvrage entre la Communauté d'Agglomération du Grand Dax et la Commune de Tercis-les-Bains

Délibération n° 2024-06-10

Vu la délibération en date du 12 avril 2023 approuvant le projet d'un carrefour à feux à l'intersection RD6 / avenue de l'Aiguille,

Vu la convention signée en 1986 entre les communes et le conseil départemental, le projet d'aménagement du carrefour entre la RD6 et l'avenue de l'aiguille, étant en agglomération, est de compétence communale.

Pour une meilleure organisation des travaux, la municipalité a sollicité le Grand Dax pour se voir transférer la maîtrise d'ouvrage des travaux relatifs aux entrées de voies communautaires impactées par les travaux sur la RD6. Il est donc nécessaire d'établir une convention de transfert de maîtrise d'ouvrage entre la Communauté d'Agglomération du Grand Dax et la commune de Tercis-les-Bains.

Vu la délibération en date du 22 mai 2024 de la Communauté d'Agglomération du Grand Dax relative à la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage avec la commune de Tercis-les-Bains.

Monsieur le Maire informe que la convention est conclue pour définir :

- les conditions dans lesquelles le Grand Dax délègue à la commune de Tercis-les-Bains la maîtrise d'ouvrage des travaux de réfection du revêtement de la voirie d'intérêt communautaire du Grand Dax,
- les conditions de participations financières du Grand Dax pour la commune de Tercis-les-Bains.

Après avoir entendu les explications de Monsieur le Maire, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

Article 1 : APPROUVE la convention entre la Communauté d'Agglomération du Grand Dax et la commune de Tercis-les-Bains relative au transfert de la maîtrise d'ouvrage pour des travaux d'aménagement et de réfection de la route départementale RD6 impactant la voie communautaire susvisée en agglomération.

Article 2 : AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention jointe en annexe ainsi que ses éventuels avenants et tout autre document se rapportant à ce dossier.

Article 3 : La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ainsi que le cas échéant de sa transmission au représentant de l'État dans le département, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Pau (sur place ou par envoi postal à l'adresse suivante : Villa Noulibos – 50, Cours Lyautey – 64000 Pau Cedex, ou par voie dématérialisée à l'adresse <http://www.telerecours.fr/>).

Article final : Monsieur le Maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Groupement de commandes pour l'achat de papier – Désignation des membres de la CAO AD HOC
Délibération n° 2024-06-11

Vu l'article L. 2113-6 du code de la commande publique,

Vu l'article L. 1414-3 du code général des collectivités territoriales,

Monsieur le Maire rappelle que par délibération en date du 24 août 2020, madame Marie-Andrée Létang avait été désignée membre titulaire et monsieur Bernard Tachaires membre suppléant de la commission d'appel d'offres ad hoc relative au groupement de commandes d'achat de papier du Grand Dax.

Vu la démission de madame Marie-Andrée Létang, conseillère municipale le 31 décembre 2022,

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'il faut renommer les membres de cette commission.

Monsieur Bernard Tachaires propose sa candidature en tant que membre titulaire et Monsieur Patrick Dartiguemalle en tant que membre suppléant.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal **DÉCIDE**, à l'unanimité :

Article 1 : de désigner **Monsieur Bernard TACHOIRES** en tant que membre titulaire et **Monsieur Patrick DARTIGUEMALLE** en tant que membre suppléant de la commission d'appel d'offres ad hoc relative au groupement de commandes d'achat de papier, pour toute la durée de sa constitution.

Article 2 : La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ainsi que le cas échéant de sa transmission au représentant de l'État dans le département, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Pau (sur place ou par envoi postal à l'adresse suivante : Villa Noulibos – 50, Cours Lyautey – 64000 Pau Cedex, ou par voie dématérialisée à l'adresse <http://www.telesecours.fr/>).

Questions orales

Décisions du maire

N° décision	Nom de l'entreprise	Désignation des travaux	Montant TTC
2024-03-01	LASCARAY Marc-Edouard	Mission Paysagiste : Renforcement des points de fleurissement, Plantations, Remise en état des différents points stratégiques, Accompagnement dossier VVF	1 760.00 €
2024-03-02	DESTRIAN	Acquisition d'une Tarière STIHL BT131	1 279.70 €
2024-03-03	KASO 2	Réhabilitation Aire de Jeux parc de la Mairie	3 880.80 €
2024-03-04	TASTET	Pose de 3 cavurnes au cimetière de Tercis-les-Bains	1 484.46 €
2024-04-01	MEDAN	50 L de RAPID GO	2 374.07 €
2024-04-02	DESAUTEL	Maintenance extincteurs	1 116.58 €
2024-05-01	ASIS	Sécurité – fêtes patronales	2 638.85 €

RIFSEEP

Projet de délibération sera présenté au CST du CDG40

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code général de la fonction publique, notamment ses articles L.712-1, L714-4 à L.714-13,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment l'article 88,

Vu le Décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1^{er} aliéna de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984,

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique d'État,

Vu le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 modifié relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux

Vu les arrêtés ministériels du 19 mars et 17 décembre 2015, du 20 mai 2024 et du 18 décembre 2015, du 28 avril 2015 et du 16 juin 2017,

Vu l'arrêté NOR : RDFF1519795A du 27 août 2015 modifié pris en application de l'article 5 du décret n° 2014-513 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,

Vu la délibération en date du 27 novembre 2017 relative à la mise en œuvre du RIFSEEP par cadre d'emplois, suite à l'avis du comité technique en en date du 5 octobre 2017 puis en 2^{ème} saisine du 9 novembre 2017,

VU la délibération en date du 26 février 2021 relative à la mise en œuvre du CIA et à la modification des groupes de fonction au titre de l'IFE par cadres d'emplois suite à l'avis du comité technique en date du 14 décembre 2020 puis en 2^{ème} saisine du 25 janvier 2021,

Vu l'avis du comité social territorial en date du,

Considérant qu'il y a lieu d'appliquer le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de la technicité et de l'engagement professionnel,

Considérant qu'il y a lieu de réviser la délibération en date du 26 février 2021 compte tenu des mouvements de personnels. Le RIFSEEP n'est pas à ce jour applicable à tous les agents territoriaux,

Considérant qu'il appartient à l'assemblée délibérante de fixer la nature, les plafonds et les conditions d'attribution des primes et indemnités de toute nature

Après en avoir délibéré, DECIDE :

- D'instituer les indemnités suivantes au profit des agents de la commune de Tercis-les-Bains relevant des cadres d'emplois :
 - Cadre d'emplois de catégorie B :
 - Rédacteur territorial
 - animateur territorial
 - Cadre d'emplois de catégorie C :
 - Adjoint administratif
 - Adjoint technique
 - ATSEM
- D'accorder les indemnités suivantes au profit des agents de la commune de Tercis-les-Bains :
 - Stagiaires et titulaires
 - Contractuels de droit public bénéficiant d'une ancienneté de plus de 6 mois en tant qu'agent de la commune

Pour la mise en place de l'IFSE :

Des groupes de fonctions, par catégorie hiérarchique, sont créés sur la base des critères professionnels suivants :

- Niveau d'encadrement,
- Niveau de responsabilité,
- Niveau de technicité,

- Sujétions du poste.

Pour la mise en place du CIA :

Le montant individuel attribué à chaque agent au titre du CIA sera calculé sur les bases des critères suivants :

- L'assiduité,
- Le sens du service public,
- Le sens du relationnel.

➤ **Groupes de fonctions et montants maxima annuels**

Pour les agents de catégorie B

Groupes de fonctions	Fonctions / postes / emplois	IFSE Montants annuels maxima	CIA Montants annuels maxima
B1	Fonctions de : -Secrétaire de mairie -Animateur	3 600 €	100 €
B2	Fonction de : -Responsable des ressources humaines	2 500 €	100 €

Pour les agents de catégorie C

Groupes de fonctions	Fonctions / postes / emplois	IFSE Montants annuels maxima	CIA Montants annuels maxima
C1	Fonctions de : -Adjointe secrétaire de mairie -Responsable de la cantine scolaire -Responsable du service technique	2 000 €	100 €
C2	Fonctions de : -ATSEM -Direction accueil de Loisirs	1 800 €	100 €
C3	Fonctions de : -Agent polyvalent d'exécution	1 500 €	100 €

Pour autres fonctions spécifiques

Fonction particulière	Plafond annuel
Assistante de prévention	400 €

L'autorité territoriale est chargée de fixer, par arrêté, le montant individuel de l'IFSE et du CIA attribués à chaque agent compte tenu de son groupe de fonctions d'appartenance.

L'indemnité versée aux agents sera réexaminée dans les conditions suivantes :

- ⇒ En cas de changement de fonctions ou d'emploi relevant d'un même groupe de fonctions.
- ⇒ En cas de changement de grade, de cadre d'emplois, suite à une promotion, ou à la réussite à un concours.

Dispositions communes :

⇒ Les indemnités versées aux agents à temps non complet seront calculées au prorata de leur temps de travail hebdomadaire.

⇒ L'IFSE sera versée semestriellement, en juin et décembre.

⇒ L'IFSE sera maintenue pendant les périodes de congés annuels et autorisations exceptionnelles d'absence, congés de maternité ou paternité, états pathologiques ou congés d'adoption, congés de maladie ordinaire dans la limite du traitement, congé pour accident de travail, accident de trajet, accident de service et congé pour maladie professionnelle.

Les primes et indemnités cesseront d'être versées pendant les congés de longue maladie, grave maladie, maladie longue durée.

Toutefois, lorsque l'agent est placé en congé de longue maladie ou de longue durée à la suite d'une demande présentée au cours d'un congé accordé antérieurement au titre de la maladie ordinaire, les primes et indemnités qui lui ont été versées durant son congé maladie ordinaire lui demeurent acquises.

La présente délibération prendra effet à compter du **2024.**

La délibération en date du 26 février 2021 relative à la mise en œuvre du CIA et à la modification des groupes de fonction au titre de l'IFE par cadres d'emplois instaurant l'IFSE est abrogée en conséquence.

La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ainsi que le cas échéant de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Pau (sur place ou par envoi postal à l'adresse suivante : Villa Noulibos – 50, cours Lyautey - 64000 PAU cédex, ou par voie dématérialisée à l'adresse <http://www.telerecours.fr/>).

Accueil de loisirs : règlement intérieur

Madame Alexandra Bognenko Saniez présente à l'assemblée un projet de règlement intérieur. Le Conseil municipal émet un avis favorable.

Maison des jeunes : fresque

La Municipalité a reçu une lettre émanant des enfants de la Maison des Jeunes. Ils abandonnent le projet de la fresque de la cabane à don car la municipalité leur impose trop de contraintes. Par contre, afin de pouvoir utiliser les différentes techniques de peinture, de graphismes, de pochoirs apprises avec un professionnel, ils proposent au Conseil Municipal de réaliser une fresque à l'intérieur de la médiathèque. Après discussion, le conseil municipal émet un avis favorable.

Questions diverses

Organisation des fêtes patronales et des élections législatives

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que le dimanche 7 juillet, se déroulera le 2^{ème} tour des élections législatives et ce sera le dernier jour des fêtes patronales du village. Après discussion avec le comité des fêtes, il a été décidé que les électeurs auront accès au parking le long de la rue de Palisse. Le sens interdit sera enlevé et un arrêté de circulation sera pris en conséquence.

Locations des salles municipales : ménage

Madame BOGNENKO SANIEZ Alexandra informe l'assemblée que suite à différentes manifestations, la salle polyvalente n'est rendue dans un état de propreté satisfaisant ce qui génère des heures de ménage supplémentaires. Après discussion, il faudra envisager de mettre en place une caution ménage.

Litige BIDAU-TRUQUEZ / CADAUGADE

À la suite d'une plainte déposée en Mairie par Mme Cécile BIDAU TRUQUEZ relatif à la dangerosité d'une ancienne grange en copropriété avec les consorts CADAUGADE, nous avons pris un arrêté relatif à un péril Procédure d'urgence et convoqué un expert auprès du tribunal administratif de Pau qui a rendu le 6 mars son rapport remis aux deux parties, avec obligation par les Consorts CADAUGADE (succession toujours pas réglée) d'effectuer les travaux nécessaires sur l'état de la couverture afin de faire cesser ce péril.

Une mise en demeure leur a été adressée avec un délai au [15 mai 2024](#) ; à la date de la réunion du conseil il semblerait que les travaux soient en cours, à surveiller et vérifier...